

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos les 31 mars 2021 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2020, puisqu'il vise à les compléter. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives trimestrielles et sur trois ans, spécifiquement les incidences prévues relatives à notre programme de transformation, et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale) et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 3 mai 2021.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	7
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette.....	14
• Perspectives – Nos perspectives financières trimestrielles et sur trois ans, y compris les principales hypothèses et les risques importants	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant	23
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 31 mars 2021 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	23
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables	23
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	24
• Annexes – Des informations supplémentaires.....	26

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants.

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
programme de transformation	Initiative sur deux ans qui vise à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique de premier plan axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change à la période considérée et à la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui correspond maintenant à l'entreprise Refinitiv de LSEG
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv (maintenant l'entreprise Refinitiv de LSEG)	Notre ancien secteur Activités financières et risque. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
York Parent Limited (« YPL »)	Entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels et précédents de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Ltd.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche en droit conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

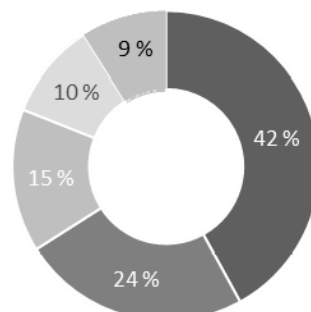
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.



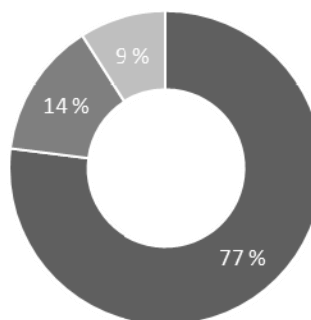
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du premier trimestre 2021



- Professionnels du droit (42 %)
- Grandes sociétés (24 %)
- Fiscalité et comptabilité (15 %)
- Reuters News (10 %)
- Publications mondiales (9 %)



- Produits récurrents (77 %)
- Transactions (14 %)
- Publications mondiales (9 %)

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines. Les coûts liés à notre programme de transformation sont comptabilisés au sein du siège social.

Faits saillants financiers

Nos résultats du premier trimestre témoignent du fort démarrage de l'exercice. L'amélioration du contexte économique redonne confiance à nos clients, ce qui se traduit par de fortes ventes dans tous nos secteurs d'activité. Nous sommes encouragés par l'élan qui s'amorce, mais en dépit de l'amélioration des perspectives, les risques demeurent, car la pandémie continue de sévir gravement dans de nombreuses régions du monde.

En février 2021, nous avons annoncé notre programme de transformation visant la transition de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Le programme se déroule comme prévu. Au premier trimestre, nous avons enrichi nos équipes d'employés expérimentés et talentueux afin de renforcer les compétences de notre effectif quant à l'élaboration de produits, à la capacité numérique, à la technologie, à la stratégie et à la gestion du changement, et nous avons commencé à faire des investissements en vue d'atteindre les objectifs de notre programme de transformation.

Les résultats du premier trimestre ont atteint ou dépassé les objectifs de nos perspectives commerciales pour le premier trimestre communiquées en février 2021. En mai 2021, nous avons annoncé nos perspectives pour le deuxième trimestre et un relèvement de la limite inférieure de nos perspectives quant aux produits des activités ordinaires pour l'exercice 2021 complet pour rendre compte de notre confiance croissante dans le rendement de notre entreprise. Nous avons par ailleurs réitéré toutes les autres mesures de nos perspectives sur trois ans. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 31 mars			
	Variation			Devises constantes
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2021	2020	Total	
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	
Bénéfice d'exploitation	387	290	34 %	
Résultat dilué par action	10,13 \$	0,39 \$	n. s.	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	380	176	115 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	3 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				3 %
BAIIA ajusté	558	480	16 %	15 %
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	31,6 %	370 pb	360 pb
Résultat ajusté par action	0,58 \$	0,48 \$	21 %	19 %
Flux de trésorerie disponibles	239	35	570 %	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 31 mars			
	Variation			
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS pour les 3 grands secteurs ¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 277	1 211	5 %	5 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				5 %
BAIIA ajusté	523	431	21 %	20 %
Marge du BAIIA ajusté	41,0 %	35,6 %	540 pb	510 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4 % au total et de 3 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 3 % des produits récurrents (77 % du total des produits des activités ordinaires).

Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (81 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 5 % au total en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 4 % des produits récurrents (84 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) et à l'augmentation de 8 % des produits tirés des transactions.

Le bénéfice d'exploitation a progressé de 34 %, surtout en raison des produits des activités ordinaires plus élevés et de l'incidence favorable de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv que nous détenions jusqu'à ce qu'ils soient exercés dans le cadre de la clôture de la vente à LSEG le 29 janvier 2021. Le BAIIA ajusté et la marge connexe, qui ne tiennent pas compte de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, ont augmenté du fait de la hausse des produits des activités ordinaires et de la diminution des coûts, ce qui rend compte de nos initiatives de réduction des coûts en 2020.

Le résultat dilué par action s'est accru pour passer de 0,39 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent à 10,13 \$ par action en raison du profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv. Le résultat par action ajusté, dont est exclu le profit lié à la vente de notre participation dans Refinitiv, et d'autres ajustements, s'est chiffré à 0,58 \$ par action comparativement à 0,48 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la hausse du BAIIA ajusté, qui a plus que compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et l'accroissement de la charge d'intérêts et de la charge d'impôt.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté du fait surtout des variations favorables du fonds de roulement, qui rendent compte du versement de primes inférieures en 2021 en raison de l'incidence de la COVID-19 en 2020 ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts attribuables aux initiatives de réduction des coûts en 2020. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté en raison des mêmes facteurs.

Le tableau ci-après compare notre performance réelle au chapitre des produits des activités ordinaires et les perspectives correspondantes pour le premier trimestre de 2021.

Mesures non conformes aux IFRS ¹⁾	Perspectives pour le premier trimestre de 2021	Performance pour le premier trimestre de 2021	
Résultats globaux pour Thomson Reuters			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 1,5 % et 2,5 %	3,2 %	✓
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>Entre 1,5 % et 2,5 %</i>	<i>2,9 %</i>	<i>✓</i>
Les 3 grands secteurs)			
Croissance des produits des activités ordinaires (avant l'effet du change)	Entre 4,0 % et 5,0 %	4,9 %	✓
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>Entre 4,0 % et 5,0 %</i>	<i>4,5 %</i>	<i>✓</i>

Les perspectives quant à la croissance totale des produits des activités ordinaires de Thomson Reuters rendaient compte du recul prévu de 13 % à 15 % des produits du secteur Publications mondiales avant l'effet du change et en ce qui a trait à la croissance interne. Au premier trimestre, les résultats du secteur Publications mondiales ont surpassé les perspectives alors que les produits des activités ordinaires ont fléchi de 9 % en fonction de ces deux facteurs.

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Mise à jour sur le programme de transformation

Nos perspectives tiennent compte d'investissements considérables dans le cadre de notre programme de transformation en 2021 et en 2022. Ces investissements ont pour but de stimuler la croissance et l'efficacité en transformant notre société de portefeuille en une société d'exploitation pour la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu.

Les objectifs du programme de transformation sont les suivants :

- Faciliter l'interaction avec nos clients;
- Actualiser et rationaliser de façon importante notre portefeuille de produits et nos groupes d'élaboration de produits;
- Réduire la complexité de nos activités et de l'organisation technologique;
- Continuer de simplifier notre structure organisationnelle afin d'instaurer une culture favorisant davantage l'innovation.

Au premier trimestre de 2021, nous avons enrichi nos équipes d'employés expérimentés et talentueux afin de renforcer les compétences de notre effectif quant à l'élaboration de produits, à la capacité numérique, à la technologie, à la stratégie et à la gestion du changement et nous avons commencé à faire des investissements en vue d'atteindre nos objectifs. Nous avons engagé 20 M\$ (charges d'exploitation de 11 M\$ et dépenses d'investissement de 9 M\$) pour la technologie et les initiatives liées au marché. Nous avons réalisé des économies de 19 M\$ en rythme annualisé vers l'atteinte de nos objectifs d'économies globales.

Vente de Refinitiv à LSEG

Le 29 janvier 2021, nous avons conclu, conjointement avec le consortium de Blackstone, la vente de Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions. En conséquence, nous détenons indirectement des actions de LSEG par le truchement de notre participation directe dans YPL, une entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone et certains membres, actuels et précédents, de la haute direction de Refinitiv. Au 31 mars 2021, YPL détenait une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, une participation directe d'environ 30 % et d'une participation avec droit de vote de 22 % dans LSEG). À la même date, nous détenions une participation de 42,74 % dans YPL et, indirectement, environ 72,4 millions d'actions de LSEG. En date du 3 mai 2021, la valeur de marché de ces actions se chiffre à près de 7,4 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date.

Sous réserve de certaines exceptions, Thomson Reuters et le consortium de Blackstone ont convenu, aux termes d'une convention de blocage, de ne pas céder leurs actions de LSEG jusqu'au 29 janvier 2023. Durant la troisième et la quatrième année suivant la clôture (à compter du 30 janvier 2023 et du 30 janvier 2024, respectivement), Thomson Reuters et le consortium de Blackstone auront le droit de vendre au total un tiers des actions de LSEG qui auront été émises en leur faveur. La convention de blocage expirera le 29 janvier 2025. La capacité pour les membres de la direction, actuels et précédents, de Refinitiv de vendre les actions qu'ils détiennent fait aussi l'objet de certaines restrictions.

YPL a le droit de nommer trois administrateurs de LSEG non membres de la direction tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 25 % des actions de LSEG, deux administrateurs de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 17,5 % des actions de LSEG, mais moins de 25 % des actions de LSEG, et un administrateur de LSEG tant et aussi longtemps qu'elle détiendra au moins 10 %, mais moins de 17,5 % des actions de LSEG. Tant et aussi longtemps que YPL aura le droit de nommer trois administrateurs, un candidat à l'élection au poste d'administrateur sera un représentant de Thomson Reuters. Une fois la convention de blocage décrite ci-dessus expirée, les actions de LSEG pourront être cédées dans le cadre d'une activité de négociation ordonnée. YPL est également assujettie à une restriction de « statu quo », aux termes de laquelle elle a convenu (conjointement avec les investisseurs sous-jacents) de ne pas, entre autres choses, acquérir d'actions de LSEG supplémentaires ou présenter une offre publique d'achat visant LSEG durant certaines périodes prédéterminées. YPL s'est également engagée à exercer les droits de vote rattachés à ses actions de LSEG conformément à la recommandation du conseil d'administration de LSEG.

L'entente de 30 ans aux termes de laquelle le secteur Reuters News fournit à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial est restée en vigueur selon les mêmes modalités après la clôture et se poursuivra jusqu'en 2048.

Thomson Reuters comptabilise sa participation indirecte dans LSEG à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG, au poste « Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net. La participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle Thomson Reuters exerce une influence notable. Comme YPL ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou des activités de Refinitiv, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL peut être comptabilisée à la juste valeur. Les dividendes sur les actions de LSEG versés par YPL à Thomson Reuters seront portés en réduction de la participation et inscrits au poste « Autres activités d'investissement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

Profit sur la vente de Refinitiv à LSEG et la vente ultérieure des actions de LSEG

En lien avec la vente de Refinitiv à LSEG en janvier, Thomson Reuters a constaté un profit d'environ 8,1 G\$ au poste « Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » de l'état consolidé du résultat net. En date de la clôture de la transaction le 29 janvier 2021, Thomson Reuters détenait indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG, y compris 4,5 millions d'actions provenant de l'exercice de bons de souscription que Thomson Reuters détenait précédemment dans Refinitiv. L'imposition relative à la transaction a été en grande partie différée pour Thomson Reuters, exception faite d'environ 640 M\$ exigibles en 2021. Le 19 mars 2021, conformément à une exception aux termes de la convention de blocage, Thomson Reuters a instruit YPL de vendre approximativement 10,1 millions d'actions de LSEG pour un produit net avant impôt de 994 M\$. Au cours de 2021, Thomson Reuters devra payer l'impôt d'environ 225 M\$ sur ces actions vendues et affectera le solde du produit après impôt au paiement de l'impôt d'environ 640 M\$ sur la transaction avec LSEG. Le produit de la vente des actions par YPL a été versé à Thomson Reuters en tant que dividende, ce qui a réduit la valeur de l'investissement. Le produit a été comptabilisé au poste « Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement » au tableau consolidé des flux de trésorerie.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la comptabilisation de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le caractère saisonnier de notre bénéfice d'exploitation pourrait être touché en 2021 par le calendrier des coûts engagés dans le cadre du programme de transformation que nous prévoyons engager pour transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique de premier plan axée sur le contenu. La pandémie de COVID-19 en 2020 a influé sur le caractère saisonnier de nos produits des activités ordinaires et de nos charges d'exploitation.

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	
Bénéfice d'exploitation	387	290	34 %	
Résultat dilué par action	10,13 \$	0,39 \$	n. s.	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	3 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				3 %
BAIIA ajusté	558	480	16 %	15 %
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	31,6 %	370 pb	360 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	438	338	29 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	27,7 %	22,3 %	540 pb	
Résultat ajusté par action	0,58 \$	0,48 \$	21 %	19 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars				
	2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 220	1 168	5 %	4 %	3 %
Produits tirés des transactions	217	198	9 %	9 %	9 %
Produits du secteur Publications mondiales	143	155	(7) %	(9) %	(9) %
Éliminations/arrondissement	-	(1)			
Produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	3 %	3 %

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4 % au total et de 3 % en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 3 % des produits récurrents (77 % du total des produits des activités ordinaires). Bien que la croissance des produits tirés des transactions ait été essentiellement contrebalancée par la diminution de 9 % des produits du secteur Publications mondiales, ce dernier a affiché une performance supérieure aux attentes.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs (81 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 5 % au total en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la croissance de 4 % des produits récurrents (84 % des produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs) et à l'augmentation de 8 % des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la croissance des produits des activités ordinaires, le fléchissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, l'euro et le dollar australien, ayant plus que contrebalancé l'appréciation du dollar américain par rapport au réal brésilien et au peso argentin comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 34 %, du fait surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires et de l'incidence favorable de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG le 29 janvier 2021.

Le BAIIA ajusté et la marge connexe, qui ne tiennent pas compte de l'opération de réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, ont augmenté du fait de la hausse des produits des activités ordinaires et de la diminution des coûts, ce qui rend compte de nos initiatives de réduction des coûts en 2020. Au premier trimestre de 2021, les charges d'exploitation que nous avons engagées dans le cadre de notre programme de transformation se sont chiffrées à 11 M\$.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont progressé du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement. Ces dernières comprenaient un montant de 9 M\$ au titre du programme de transformation au premier trimestre de 2021.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation	
			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 018	1 017	-	(2) %
Déduire les ajustements de juste valeur ¹⁾	4	23		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 022	1 040	(2) %	(2) %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités. Notre calcul du BAIIA ajusté ne tient pas compte des ajustements de juste valeur. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des financières mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont diminué de 2 % au total et en devises constantes, ce qui rend compte de nos initiatives de réduction des coûts en 2020. Les charges d'exploitation du premier trimestre de 2021 comprenaient un montant de 11 M\$ pour la technologie et les initiatives liées au marché dans le cadre du programme de transformation. Par ailleurs, nous avons réalisé des économies de 19 M\$ en rythme annualisé vers l'atteinte de nos objectifs d'économies globales dans le cadre du programme de transformation.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	46	40	17 %
Dotation aux amortissements des logiciels	115	111	3 %
Total partiel	161	151	7 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	30	3 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté, en raison d'une réduction de la valeur d'actifs se rapportant à la location de locaux de bureau que nous n'occupons plus étant donné qu'un petit nombre d'employés travaillent désormais à distance de façon permanente. L'augmentation rend aussi compte des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, qui ont plus que contrebalancé l'incidence favorable de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté légèrement en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	17	(32)

Pour le premier trimestre de 2021, le montant net des autres profits d'exploitation tient compte d'un apport découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société avant sa vente à LSEG le 29 janvier 2021. Au premier trimestre de 2020, le montant net des autres pertes d'exploitation tient compte d'une perte liée à la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv que détenait la société, qui a plus qu'annulé les profits liés à la vente de certains biens immobiliers et la distribution reçue d'une participation.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 31 mars		
	Variation		
(en millions de dollars américains)	2021	2020	Total
Charge d'intérêts, montant net	51	45	11 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts rend compte de l'émission, en mai 2020, de billets à cinq ans d'un montant de 1,4 G\$ CA (environ 1 G\$ US) ainsi que de la baisse du produit d'intérêts.

Autres charges financières (produits financiers)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
(en millions de dollars américains)		
Autres charges financières (produits financiers)	6	(47)

Les autres charges financières (produits financiers) comprennent principalement des profits ou des pertes découlant de l'effet de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe. Les résultats du premier trimestre de 2020 tenaient compte également des profits liés aux fluctuations de change sur les contrats de change.

Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
(en millions de dollars américains)		
YPL (anciennement Refinitiv Holdings Ltd.)	6 295	(58)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2	4
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 297	(54)

Au premier trimestre de 2021, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composait essentiellement d'un profit de 8 075 M\$ à la vente de Refinitiv à LSEG le 29 janvier 2021. Ce profit a été contrebalancé en partie par la perte de valeur de 1 612 M\$ de notre participation indirecte dans LSEG à la suite de la vente et de pertes après impôt de 168 M\$ liées aux activités de Refinitiv avant la vente.

Charge d'impôt

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
(en millions de dollars américains)		
Charge d'impôt	1 594	47

L'augmentation de la charge d'impôt est fonction du bénéfice de nos participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, principalement du profit à la vente à LSEG de notre ancienne participation dans Refinitiv. En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Charge (produit) d'impôt		
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :		
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	1	27
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	-	3
Total partiel	1	30
Impôt au titre de ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(7)	(6)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 538	(14)
Autres éléments	4	(11)
Total partiel	1 535	(31)
Total	1 536	(1)

1) Pour le premier trimestre de 2021, ce montant tient compte également des variations des passifs d'impôt différé par suite des modifications des taux d'impôt applicables à l'étranger. Pour le premier trimestre de 2020, ce montant se rapporte essentiellement à un impôt minimum que nous n'avons pas payé en définitive en raison des profits imposables ayant découlé de la vente d'une participation au quatrième trimestre de 2020. Toutefois, selon les IFRS, nous étions tenus de comptabiliser cet impôt jusqu'à ce que la transaction se réalise.

2) Le montant se rapporte essentiellement aux exigences relatives aux cessions et aux acquisitions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Charge d'impôt	1 594	47
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(1 536)	1
Autres ajustements :		
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(1)	(4)
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	57	44

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice, y compris la normalisation de l'incidence favorable de l'évolution des différends en matière d'impôts. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes du bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	3	2

Le bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, comprend les produits et charges résiduels liés aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation
Bénéfice net	5 036	193	n. s.
Résultat dilué par action	10,13 \$	0,39 \$	n. s.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont augmenté en raison du profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestres clos les 31 mars			
	2021	2020	Variation	
			Total	Devises constantes
Résultat ajusté	288	239	21 %	
Résultat ajusté par action	0,58 \$	0,48 \$	21 %	19 %

L'augmentation du bénéfice ajusté et du montant par action connexe, attribuable au relèvement du BAIIA ajusté, a plus que compensé l'accroissement des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ainsi que la hausse de la charge d'intérêts et de la charge d'impôt.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2021	2020	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	621	587	6 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	47	39	20 %	17 %	17 %
Produits des activités ordinaires	668	626	7 %	5 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	279	230	21 %	18 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	41,8 %	36,7 %	510 pb	460 pb	

Les produits des activités ordinaires ont progressé au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La hausse de la croissance interne des activités ordinaires est attribuable à la croissance des produits récurrents (93 % du secteur Professionnels du droit) et des produits tirés des transactions (7 % du secteur Professionnels du droit). Les produits liés aux cabinets juridiques, qui comprennent les produits liés aux grands cabinets juridiques à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, se sont accrus de 4 %, et les produits du secteur à l'échelle mondiale, qui représentent des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont augmenté de 5 %. Les produits tirés du gouvernement américain ont gagné 8 %.

La croissance interne des produits récurrents traduit la solide croissance de Westlaw Edge et de Practical Law. Les produits tirés des transactions ont progressé eux aussi et rendent compte de la hausse des produits tirés d'Elite. Le secteur des services au gouvernement a contribué à l'accroissement des produits récurrents et des produits tirés de transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et de la diminution des charges découlant des initiatives de réduction des coûts en 2020. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 50 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	Variation				
	2021	2020	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	295	281	5 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	89	86	4 %	4 %	4 %
Produits des activités ordinaires	384	367	5 %	4 %	4 %
BAIIA ajusté sectoriel	146	117	25 %	25 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	38,1 %	31,9 %	620 pb	630 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La hausse de la croissance interne des activités ordinaires est attribuable au relèvement des produits récurrents (77 % du secteur Grandes sociétés) et des produits tirés des transactions (23 % du secteur Grandes sociétés). Cette augmentation est attribuable aux activités de Confirmation, qui fait partie de ce secteur et assure des services de confirmation d'audit. Les produits récurrents ont progressé de 4 % malgré un recul de 2 % de la croissance des produits des activités ordinaires du fait de la perte de produits attribuable à l'incidence de la loi intitulée Affordable Care Act constatés pour la période correspondante de l'exercice précédent et qui ne s'est pas reproduite au premier trimestre de 2021.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé, surtout en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et de la diminution des charges découlant des initiatives de réduction des coûts en 2020. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	Variation				
	2021	2020	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	160	158	2 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	65	60	7 %	7 %	7 %
Produits des activités ordinaires	225	218	3 %	5 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	98	84	17 %	17 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	43,7 %	38,7 %	500 pb	470 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La hausse de la croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la progression des produits récurrents (71 % du secteur Fiscalité et comptabilité) ainsi que des produits tirés des transactions (29 % du secteur Fiscalité et comptabilité) malgré le report d'avril 2021 à mai 2021 de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis qui a donné lieu à une baisse des produits tirés des transactions liées aux déclarations fiscales au moyen du logiciel Pay-Per-Return au premier trimestre de 2021.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 5 % et rendent compte de l'incidence négative du devancement des dates de lancement de certains de nos logiciels d'impôt étatique américain UltraTax de janvier 2021 à décembre 2020 pour les faire coïncider avec le lancement de notre logiciel d'impôt fédéral américain qui a traditionnellement lieu en décembre. Si le lancement des logiciels d'impôt étatique UltraTax avait eu lieu en janvier 2021, la croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur se serait établie à 8 % pour le premier trimestre de 2021.

Nous prévoyons que les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité afficheront une hausse de 10 % à 15 % au deuxième trimestre de 2021, puisque le moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return est reporté du premier au deuxième trimestre de 2021 en raison du report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. En 2020, le moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return est passé du deuxième au troisième trimestre lorsque la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis a été reportée au 15 juillet.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé principalement en raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la diminution des charges découlant des initiatives de réduction des coûts en 2020. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. De légères variations dans le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et des charges peuvent avoir une incidence sur les marges trimestrielles.

Reuters News

		Trimestres clos les 31 mars			
		Variation			
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	144	142	2 %	-	-
Produits tirés des transactions	16	13	23 %	22 %	22 %
Produits des activités ordinaires	160	155	3 %	2 %	2 %
BAIIA ajusté sectoriel	28	19	45 %	65 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	17,6 %	12,6 %	500 pb	750 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à l'accroissement des produits tirés des transactions des activités professionnelles au sein du secteur, ce qui comprend Reuters Events. Les produits des activités ordinaires n'ont pratiquement pas changé en ce qui a trait à la croissance interne.

Les produits des activités ordinaires du secteur ont été légèrement supérieurs aux perspectives pour le premier trimestre communiquées en février 2021. Pour le deuxième trimestre, nous prévoyons une croissance des produits des activités ordinaires du secteur Reuters News, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, de l'ordre de 2 % à 3 %, principalement en raison de l'entreprise Reuters Events. À l'heure actuelle, tous les événements de Reuters Events sont tenus en mode virtuel. Néanmoins, l'entreprise poursuit son évaluation pour déterminer à quel moment elle pourra reprendre les événements en personne en fonction des directives sanitaires locales et des commentaires des clients. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires devraient enregistrer une hausse de l'ordre de 1 % à 3 %.

Reuters News et l'entreprise de Refinitiv de LSEG ont signé une entente aux termes de laquelle Reuters News fournira à Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Au premier trimestre de 2021, Reuters News a constaté des produits tirés des activités ordinaires de 85 M\$ aux termes de cette entente.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté, en raison principalement de la hausse des produits des activités ordinaires, des initiatives de réduction des coûts en 2020 et du calendrier des charges. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 250 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

		Trimestres clos les 31 mars			
		Variation			
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	143	155	(7) %	(9) %	(9) %
BAIIA ajusté sectoriel	57	63	(9) %	(11) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,9 %	40,5 %	(60) pb	(80) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Cependant, la performance au chapitre des produits des activités ordinaires a été supérieure aux attentes comparativement aux perspectives pour le premier trimestre formulées en février 2021, sous l'effet de la hausse des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers. Les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient afficher une hausse de 1 % à 3 % au deuxième trimestre, puisqu'ils ont subi, au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, le contrecoup de retards dans les livraisons au début de la pandémie de COVID-19. Pour l'exercice complet, les produits tirés des activités ordinaires devraient accuser un recul de 4 % à 7 %.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)		2021	2020
Charges liées au siège social		50	33

Les charges liées au siège social ont augmenté en raison des coûts de 11 M\$ engagés dans le cadre du programme de transformation. Bien que ces coûts aient été inférieurs aux prévisions pour le premier trimestre de 2021, nous continuons de prévoir qu'ils seront de l'ordre de 175 M\$ à 200 M\$ en 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre programme de papier commercial et notre facilité de crédit. De temps à autre, nous émettons aussi des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

À ce jour, la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'effets néfastes sur notre situation de trésorerie. Nous pensons toujours que nous sommes en mesure de traverser les périodes de volatilité qui surviendront probablement en raison de la crise actuelle, car notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Au 31 mars 2021, nos fonds en caisse s'élevaient à 2,6 G\$, dont un montant d'environ 860 M\$ est affecté au paiement de l'impôt sur la vente de Refinitiv à LSGE, et sur la vente ultérieure de certaines actions de LSEG reçues à la clôture de la transaction.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous cibons un ratio d'endettement de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles sous forme de dividendes à nos actionnaires. Pendant le premier trimestre de 2021, nous avons réalisé un programme de rachat d'actions modeste pour compenser la dilution associée à nos régimes de réinvestissement des dividendes et d'attributions incitatives en actions, et prévoyons maintenir le nombre de nos actions en circulation autour de 500 millions. Pour l'avenir, nous prévoyons que le produit de la vente des actions de LSEG, une fois expirées les dispositions contractuelles de blocage applicables, dont il est question à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion, nous donnera de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à environ 0,7 pour 1 au 31 mars 2021, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,5 pour 1 au 31 mars 2021, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes suffiront à financer nos besoins en trésorerie prévus pour les 12 prochains mois.

L'information présentée plus haut et dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2021	2020	Variation en \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	380	176	204
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	829	(249)	1 078
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(411)	80	(491)
Augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	798	7	791
Écarts de conversion	(1)	(10)	9
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période	1 787	825	962
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période	2 584	822	1 762
Mesure non conforme aux IFRS ¹⁾			
Flux de trésorerie disponibles	239	35	204

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Activités d'exploitation. L'augmentation des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation s'explique principalement par les variations favorables du fonds de roulement, surtout en raison du montant inférieur des primes versées, ce qui rend compte de l'incidence de la COVID-19 en 2020, et parce que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte de coûts et d'investissements visant à repositionner la société à la suite de la vente de notre ancien secteur Activités financières et risque. Au premier trimestre de 2021, la hausse des produits des activités ordinaires et la réduction des coûts liés à la COVID-19, découlant de nos initiatives de réduction des coûts en 2020, ont également eu une incidence favorable sur les flux de trésorerie.

provenant des activités d'exploitation.

Activités d'investissement. Au premier trimestre de 2021, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte d'un dividende de 994 M\$ de YPL en lien avec la vente des actions de LSEG, facteur en partie compensé par des dépenses d'investissement de 120 M\$. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement au premier trimestre de 2020 tenaient compte de dépenses d'investissement de 142 M\$ et d'un montant de 124 M\$ pour l'acquisition de Pondera Solutions, un fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement au premier trimestre de 2021 rendent compte essentiellement des redistributions aux porteurs d'actions ordinaires au moyen de dividendes et de rachat d'actions. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement au premier trimestre de 2020 tenaient compte d'un produit de 493 M\$ tiré du montant net des emprunts, annulé en partie par les redistributions aux porteurs d'actions ordinaires. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Facilité de crédit », « Dette à long terme » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur notre activité liée à la dette et les rachats d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. L'augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires rend compte essentiellement du dividende de 994 M\$ de YPL en lien avec la vente des actions de LSEG et du produit net de 367 M\$ après impôt tiré de la vente d'une participation en décembre 2020.

Flux de trésorerie disponibles. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à l'accroissement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- Programme de papier commercial. Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ nous fournit un financement efficace et flexible à court terme. Aucun papier commercial n'était en cours au 31 mars 2021. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes avant leur échéance. La majeure partie du papier commercial a été remboursée en février et en mars 2020, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit.
- Facilité de crédit. Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 31 mars 2021. En mars 2020, nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité, montant dont une partie a été affectée au remboursement de papier commercial. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximal de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régit le taux LIBOR, a l'intention de supprimer progressivement la majeure partie ce taux de référence à l'échelle mondiale d'ici la fin de 2021. De nouveaux taux de référence ont été établis, et les travaux se poursuivent en vue de la mise en place de meilleures structures à terme et de liquidité, lesquelles sont nécessaires pour remplacer les structures LIBOR existantes. À l'exception des taux de référence fondés sur le LIBOR retenus aux termes de notre facilité de crédit externe, nous n'avons pas d'entente importante avec des tiers qui utilise ou mentionne le LIBOR comme taux de référence et qu'il faudrait modifier.

Si Moody's ou S&P abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 mars 2021, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.

- Dette à long terme. Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre d'emprunt au cours du trimestre clos le 31 mars 2021. Le tableau suivant présente de l'information sur les billets remboursés par la société au cours du trimestre clos le 31 mars 2020.

MOIS/ANNÉE	TRANSACTION	MONTANT EN CAPITAL (EN MILLIONS)
	Billets remboursés	
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

En juillet 2020, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 3 mai 2021, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ni aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Veuillez vous reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une autre détérioration de la conjoncture économique et commerciale, et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Standard & Poor's	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons vous assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

Dividendes. Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2021, nous avons annoncé une augmentation de 0,10 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,62 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2021). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2021	2020
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,405 \$	0,380 \$
Dividendes déclarés	200	188
Dividendes réinvestis	(6)	(6)
Dividendes versés	194	182

- Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Aux termes de l'offre de rachat actuellement en vigueur, nous pouvons racheter jusqu'à 5 millions d'actions ordinaires entre le 4 janvier 2021 et le 3 janvier 2022 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2021	2020
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	200
Nombre d'actions rachetées (en millions)	2,5	2,6
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	81,45 \$	78,37 \$

En février 2021, la société a racheté un montant de 200 M\$ de ses actions ordinaires dans le cadre de son offre de rachat. À l'heure actuelle, nous n'avons pas l'intention de racheter d'autres actions en 2021. Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 23,8 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 17,9 G\$ au 31 décembre 2020. La hausse s'explique par nos participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, essentiellement en raison de la vente de Refinitiv à LSEG en janvier 2021.

Au 31 mars 2021, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 1,0 G\$ à celle du total des passifs courants, principalement en raison du solde de caisse exceptionnellement élevé. En 2021, nous prévoyons affecter environ 860 M\$ de ces fonds en caisse pour payer l'impôt sur le profit à la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv et à la vente ultérieure de certaines des actions de LSEG reçues dans le cadre de la transaction. À l'occasion, les passifs courants peuvent dépasser les actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Dette à long terme	3 788	3 772
Total de la dette	3 788	3 772
Swaps	(110)	(100)
Total de la dette après déduction des swaps	3 678	3 672
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture ¹⁾	(5)	1
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	3 673	3 673
Déduire : coûts de transaction, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	37	38
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	280	306
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie ²⁾	(2 584)	(1 787)
Dette nette ³⁾	1 406	2 230
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté ^{3, 4)}	2 053	1 975
Dette nette/BAIIA ajusté ³⁾	0,7:1	1,1:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 47 M\$ et à 43 M\$ au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions réglementaires, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Ce montant correspond à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

4) Aux fins de ce calcul, le BAIIA ajusté est calculé sur douze mois consécutifs, compte tenu d'un BAIIA ajusté de 558 M\$, de 525 M\$, de 491 M\$ et de 479 M\$ pour les trimestres clos respectivement le 31 mars 2021, le 31 décembre 2020, le 30 septembre 2020 et le 30 juin 2020. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion, à notre rapport annuel 2020 et à nos rapports intermédiaires pour les trimestres clos le 30 septembre 2020 et le 30 juin 2020 pour des renseignements complémentaires sur le calcul du BAIIA ajusté de chacune de ces périodes.

Au 31 mars 2021, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 3,7 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 31 mars 2021, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ neuf ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 %, qui est entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

*Éventualités**Actions et réclamations en justice*

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, les autorités fiscales pouvant contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables du montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant, et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces questions, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

En février 2018, l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), a émis, en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2015 visant certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous avons payé des impôts de 31 M\$, conformément à ce qu'exigeaient les avis d'imposition. Comme la direction n'estimait pas que ces filiales au Royaume-Uni entraient dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous avons contesté ces avis d'imposition en juillet 2019 afin d'obtenir un remboursement. En février 2021, la HMRC a émis des avis d'imposition pour l'année d'imposition 2016 dont le montant totalise 87 M\$, que nous avons payés en mars 2021, tel que l'exigeaient les avis d'imposition. Par ailleurs, compte tenu des discussions récentes avec la HMRC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que cette dernière émette d'ici 6 à 12 mois des avis d'imposition similaires pour une ou plusieurs autres années d'imposition, qui viseraient essentiellement des entreprises que nous avons vendues et qui font l'objet d'entente d'indemnisation. Si cela se produit, nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC, y compris ceux qui sont attribuables aux contreparties aux ententes d'indemnisation, peu après avoir reçu les avis. Advenant que nous soyons tenus d'effectuer des versements d'impôt supplémentaires, dont le montant pourrait se situer entre 600 M\$ et 700 M\$, nous défendrons vigoureusement notre position en contestant les avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. La majeure partie des montants en cause se rapporte au secteur Activités financières et risque de la société, dont nous avons vendu une participation majoritaire en 2018. Les paiements que nous pourrions effectuer, le cas échéant, ne refléteraient pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme la direction estime que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Nous prévoyons donc comptabiliser la quasi-totalité de tout paiement éventuel futur à titre de montant à recevoir de HMRC non courant et l'indemnité de la contrepartie dans nos états financiers, puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer les paiements requis, le cas échéant.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2020, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Les résultats du premier trimestre ont atteint ou dépassé les objectifs de nos perspectives commerciales pour le premier trimestre communiqués en février 2021. En mai 2021, nous avons annoncé nos perspectives pour le deuxième trimestre et une augmentation de la limite inférieure de nos perspectives quant aux produits des activités ordinaires pour l'exercice 2021 complet pour rendre compte de notre confiance croissante dans le rendement de notre entreprise. Nous avons par ailleurs réitéré toutes les autres mesures de nos perspectives sur trois ans.

En février 2021, la société a annoncé un programme de transformation sur deux ans visant la transformation de notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Nos perspectives tiennent compte des répercussions prévues du programme de transformation, dont la mise en œuvre devrait pour l'essentiel durer 24 mois (de 2021 à 2022) et nécessiter un investissement de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ sur cette période. D'ici 2023, nous estimons que cette initiative nous aura procuré les avantages financiers suivants :

- Croissance interne des produits des activités ordinaires de l'ordre de 5 % à 6 %, y compris des produits des activités ordinaires annuels supplémentaires de 100 M\$;
- Marge du BAIIA ajusté se situant entre 38 % et 40 %;
- Flux de trésorerie disponibles se chiffrant entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$;
- Économie de charges d'exploitation annuelles de 600 M\$, dont 200 M\$ devraient être réinvestis dans des initiatives de croissance;
- Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires se situant dans une fourchette de 6 % à 6,5 %.

Nos perspectives présument de plus que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2020 et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités. Certaines mesures financières présentées dans les perspectives financières ci-dessous sont établies sur une base non conforme aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le tableau suivant présente une mise à jour de nos perspectives de croissance des produits des activités ordinaires pour 2021. Toutes les autres mesures comprises dans nos perspectives pour 2021 n'ont pas changé.

Perspectives globales pour Thomson Reuters		
	Perspectives pour 2021 (initialement communiquées en février 2021)	Perspectives pour 2021 (mises à jour en mai 2021)
Croissance des produits des activités ordinaires	3,0 % - 4,0 %	3,5 % - 4,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	3,0 % - 4,0 %	3,5 % - 4,0 %
Perspectives pour les 3 grands secteurs		
	Perspectives pour 2021 (initialement communiquées en février 2021)	Perspectives pour 2021 (mises à jour en mai 2021)
Croissance des produits des activités ordinaires	4,5 % - 5,5 %	5,0 % - 5,5 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	4,5 % - 5,5 %	5,0 % - 5,5 %

Le tableau qui suit indique nos perspectives commerciales sur trois exercices présentées en février 2021 et mises à jour en mai 2021 pour tenir compte de nos perspectives pour l'exercice 2021.

Perspectives pour les exercices 2021, 2022 et 2023			
Perspectives globales pour Thomson Reuters			
	2021 (mises à jour)	2022	2023
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 3,5 % à 4,0 %	De 4,0 % à 5,0 %	De 5,0 % à 6,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>De 3,5 % à 4,0 %</i>	<i>De 4,0 % à 5,0 %</i>	<i>De 5,0 % à 6,0 %</i>
Marge du BAIIA ajusté	De 30 % à 31 %	De 34 % à 35 %	De 38 % à 40 %
Charges liées au siège social	Entre 305 M\$ et 340 M\$	Entre 245 M\$ et 280 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges de base liées au siège social	Entre 130 M\$ et 140 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	Entre 175 M\$ et 200 M\$	Entre 125 M\$ et 150 M\$	0 \$
Flux de trésorerie disponibles	Entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$	Entre 1,2 G\$ et 1,3 G\$	Entre 1,8 G\$ et 2,0 G\$
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	De 9,0 % à 9,5 %	De 7,5 % à 8,0 %	De 6,0 % à 6,5 %
Dépenses d'investissement liées au programme de transformation	Entre 125 M\$ et 150 M\$	Entre 75 M\$ et 100 M\$	0 \$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 650 M\$ et 675 M\$	Entre 620 M\$ et 645 M\$	Entre 580 M\$ et 605 M\$
Charge d'intérêts	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	De 16 % à 18 %	s. o.	s. o.
Perspectives pour les 3 grands secteurs			
	2021 (mises à jour)	2022	2023
<i>Avant l'effet du change, compte tenu des répercussions du programme de transformation et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>			
Croissance des produits des activités ordinaires	De 5,0 % à 5,5 %	De 5,5 % à 6,5 %	De 6,0 % à 7,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	<i>De 5,0 % à 5,5 %</i>	<i>De 5,5 % à 6,5 %</i>	<i>De 6,0 % à 7,0 %</i>
Marge du BAIIA ajusté	De 38 % à 39 %	De 41 % à 42 %	De 43 % à 45 %

Programme de transformation en 2021

En 2021, nous prévoyons investir dans le programme de transformation un montant de 300 M\$ à 350 M\$, dont une tranche de 85 M\$ à 110 M\$ au premier semestre et une tranche de 215 M\$ à 240 M\$ au deuxième semestre. Pour chaque période et l'exercice complet, nous prévoyons passer en charges 60 % des investissements et inscrire à l'actif 40 % des investissements, lesquels seront amortis au cours des périodes ultérieures.

Perspectives pour le deuxième trimestre de 2021

- Les produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, devraient augmenter de 5,5 % à 6,5 %. La croissance des produits des activités ordinaires culminera au deuxième trimestre de l'exercice, étant donné l'incidence de la COVID-19 au deuxième trimestre de 2020.
- Pour les 3 grands secteurs, la croissance des produits des activités ordinaires, au total et en ce qui a trait à la croissance interne, devrait se situer entre 6,0 % et 7,0 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité devraient afficher une hausse de 10 % à 15 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Reuters News devraient progresser de 2,0 % à 3,0 %.
- Les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient augmenter de 1,0 % à 3,0 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture économique mondiale s'améliorera tout au long de 2021 et jusqu'en 2023, malgré des périodes de volatilité causées par les perturbations liées à la COVID-19 et les mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par de nouvelles éclosions et résurgences du virus, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. - L'incertitude entourant l'économie mondiale causée par la pandémie de COVID-19 ainsi que la réforme de la réglementation et les bouleversements politiques connexes pourraient réduire les occasions d'affaires pour nos clients, créant pour certains d'entre eux des pressions importantes sur les coûts qui pourraient éventuellement les contraindre à réduire le nombre de professionnels qu'ils emploient, ce qui pourrait entraîner une contraction de la demande à l'égard de nos produits et services. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les charges liées au programme de transformation seront de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ en 2021 et en 2022. - Les investissements dans le programme de transformation donneront lieu à une hausse de la marge du BAIIA ajusté en faisant augmenter les produits des activités ordinaires et les efficacités d'ici 2023.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût de mise en œuvre de notre programme de transformation pourrait dépasser les prévisions actuelles, ou les avantages attendus d'ici 2023 pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 9 % et 9,5 % des produits des activités ordinaires pour 2021, entre 7,5 % et 8 % des produits des activités ordinaires pour 2022, et entre 6 % et 6,5 % des produits des activités ordinaires pour 2023.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur notre résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2020. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 650 M\$ à 675 M\$ pour 2021. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$ pour 2021.	- Voir les risques précédents concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendons pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Bien que notre performance du premier trimestre de 2021 ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, l'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Transactions entre parties liées

Au 3 mai 2021, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions ordinaires.

Le 19 mars 2021, nous avons reçu un dividende de 994 M\$ de YPL, une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, relativement à la vente des actions de LSEG (se reporter à la rubrique « Résumé – Vente de Refinitiv à LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

À l'exception de la transaction susmentionnée, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2021. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2020 figurant dans notre rapport annuel 2020, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2020 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important n'est survenu après le 31 mars 2021 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2020, lequel figure dans notre rapport annuel 2020. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2020, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2020, lequel figure dans notre rapport annuel 2020. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2020, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée Securities Exchange Act des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre l'initiative d'efficience à long terme suivante qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications et rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au premier trimestre de 2021 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 3 mai 2021, 495 654 574 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 044 665 options sur actions et un total de 2 597 064 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2020 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales trimestrielles et sur trois ans, et aux attentes concernant le programme de transition, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, les énoncés concernant la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, les attentes de la société concernant les rachats d'actions et les paiements à la HMRC. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garantis du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Plusieurs de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités et nos résultats financiers sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2020 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales trimestrielles et sur trois ans de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes émises par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui se rapportent à la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAIIA ajusté sectoriel, BAIIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAIIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social. Le BAIIA ajusté consolidé comprend le BAIIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social. Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente une mesure fréquemment présentée par les entités et abondamment utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. La mesure permet aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action. Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette. Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme) Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes » Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action	Améliore la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre. Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Variations des produits des activités ordinaires calculés sur la base de la croissance interne		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. • Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2021	2020
Bénéfice lié aux activités poursuivies	5 033	191
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Charge d'impôt	1 594	47
Autres charges (produits) financiers	6	(47)
Charge d'intérêts, montant net	51	45
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiées	31	30
Dotation aux amortissements des logiciels	115	111
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	46	40
BAIIA	6 876	417
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(6 297)	54
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(17)	32
Ajustements de juste valeur	(4)	(23)
BAIIA ajusté	558	480
Déduire : dépenses d'investissement	(120)	(142)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	438	338
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	31,6 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	27,7 %	22,3 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2021	2020
Bénéfice net	5 036	193
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :		
Ajustements de juste valeur	(4)	(23)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	31	30
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(17)	32
Autres charges (produits) financiers	6	(47)
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(6 297)	54
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	1 535	(31)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	1	30
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(3)	(2)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires ¹⁾	1	4
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)
Résultat ajusté	288	239
Résultat ajusté par action	0,58 \$	0,48 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	496,9	498,1

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2021	2020
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	380	176
Dépenses d'investissement	(120)	(142)
Produit des cessions d'immobilisations corporelles	-	19
Autres activités d'investissement	1	1
Paiements au titre du capital des contrats de location	(21)	(18)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)
Flux de trésorerie disponibles	239	35

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars						
				Variation			
	2021	2020	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	668	626	7 %	1 %	5 %	1 %	5 %
Grandes sociétés	384	367	5 %	-	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	225	218	3 %	(1) %	5 %	-	5 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 277	1 211	5 %	1 %	5 %	-	5 %
Reuters News	160	155	3 %	2 %	2 %	-	2 %
Publications mondiales	143	155	(7) %	1 %	(9) %	-	(9) %
Éliminations/arrondissement	-	(1)					
Total des produits des activités ordinaires	1 580	1 520	4 %	1 %	3 %	-	3 %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars						
				Variation			
	2021	2020	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	621	587	6 %	1 %	4 %	1 %	4 %
Grandes sociétés	295	281	5 %	-	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	160	158	2 %	(2) %	4 %	-	4 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 076	1 026	5 %	1 %	4 %	-	4 %
Reuters News	144	142	2 %	2 %	-	-	-
Total des produits des activités ordinaires	1 220	1 168	5 %	1 %	4 %	-	3 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars						
	2021	2020	Total	Effet du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	47	39	20 %	3 %	17 %	-	17 %
Grandes sociétés	89	86	4 %	-	4 %	-	4 %
Fiscalité et comptabilité	65	60	7 %	1 %	7 %	-	7 %
3 grands secteurs pris collectivement	201	185	8 %	1 %	8 %	-	8 %
Reuters News	16	13	23 %	1 %	22 %	-	22 %
Total des produits des activités ordinaires	217	198	9 %	1 %	9 %	-	9 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars					
	2021	2020	Total	Variation		
				Effet du change	En devises constantes	
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	279	230	21 %	3 %	18 %	
Grandes sociétés	146	117	25 %	-	25 %	
Fiscalité et comptabilité	98	84	17 %	(1) %	17 %	
3 grands secteurs pris collectivement	523	431	21 %	2 %	20 %	
Reuters News	28	19	45 %	(20) %	65 %	
Publications mondiales	57	63	(9) %	2 %	(11) %	
Charges liées au siège social	(50)	(33)	s. o.	s. o.	s. o.	
BAIIA ajusté consolidé	558	480	16 %	1 %	15 %	
Marge du BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	41,8 %	36,7 %	510 pb	50 pb	460 pb	
Grandes sociétés	38,1 %	31,9 %	620 pb	(10) pb	630 pb	
Fiscalité et comptabilité	43,7 %	38,7 %	500 pb	30 pb	470 pb	
3 grands secteurs pris collectivement	41,0 %	35,6 %	540 pb	30 pb	510 pb	
Reuters News	17,6 %	12,6 %	500 pb	(250) pb	750 pb	
Publications mondiales	39,9 %	40,5 %	(60) pb	20 pb	(80) pb	
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Marge du BAIIA ajusté consolidé	35,3 %	31,6 %	370 pb	10 pb	360 pb	
Charges d'exploitation consolidées	1 018	1 017	-	2 %	(2) %	
Résultat ajusté par action consolidé	0,58 \$	0,48 \$	21 %	2 %	19 %	

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019
Produits des activités ordinaires	1 580	1 616	1 443	1 405	1 520	1 583	1 413	1 423
Bénéfice d'exploitation	387	956	318	365	290	216	262	447
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	5 033	587	240	131	191	1 321	(72)	207
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	3	(25)	1	(5)	2	3	28	(27)
Bénéfice (perte) net	5 036	562	241	126	193	1 324	(44)	180
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	5 036	562	241	126	193	1 324	(44)	180
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	10,15 \$	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$	0,41 \$
Lié aux activités abandonnées	-	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)
	10,15 \$	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$	0,36 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	10,13 \$	1,18 \$	0,48 \$	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$	0,41 \$
Lié aux activités abandonnées	-	(0,05)	-	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)
	10,13 \$	1,13 \$	0,48 \$	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$	0,36 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Les produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 ont subi l'incidence défavorable des retards dans l'expédition de documents imprimés et du moment de la comptabilisation des produits liés au logiciel Pay-Per-Return dans notre secteur Fiscalité et comptabilité, ce qui s'explique dans les deux cas par la pandémie de COVID-19. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires jusqu'au 31 décembre 2020. Les acquisitions ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2019, au cours duquel nous avons fait l'acquisition de HighQ et de Confirmation, mais cette incidence a été en partie contrebalancée par la perte de produits tirés de certaines entreprises que nous avons vendues.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. En 2020, le bénéfice d'exploitation a été favorisé par la diminution des coûts résultant de l'achèvement du repositionnement de notre société en 2019 à la suite de la vente du secteur Activités financières et risque en octobre 2018 et, à compter du deuxième trimestre de 2020, par nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. Au quatrième trimestre de 2020, le bénéfice d'exploitation a aussi été favorisé par un profit important à la vente d'une participation et un profit lié à la modification d'un régime de retraite. En 2019, les coûts et investissements visant à repositionner notre société ont eu une incidence importante sur le bénéfice d'exploitation. Au troisième trimestre de 2019, l'important profit découlant de la réévaluation des bons de souscription que nous détenions dans notre ancienne participation dans Refinitiv a aussi eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice (perte) net – L'augmentation du bénéfice net au premier trimestre de 2021 s'explique par le profit découlant de la vente à LSEG de notre participation dans Refinitiv. Le bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ni aucune activité commerciale qui lui est propre. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans le secteur Fiscalité et comptabilité de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour les trimestres clos les 31 mars 2021, nos états financiers consolidés annuels de 2020, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2020, qui figure dans notre rapport annuel 2020.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiaires de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 092	884	(396)	1 580
Charges d'exploitation	(2)	-	(954)	(458)	396	(1 018)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(16)	(30)	-	(46)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(5)	(111)	1	(115)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(18)	-	(31)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	18	-	17
(Perte) bénéfice d'exploitation	(2)	-	103	285	1	387
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	(1)	(11)	-	(51)
Autres (charges) produits financiers	(16)	-	-	10	-	(6)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	28	-	(12)	(16)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(29)	-	90	268	1	330
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 297	-	6 297
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	5 065	-	2	67	(5 134)	-
Charge d'impôt	-	-	(23)	(1 571)	-	(1 594)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	5 036	-	69	5 061	(5 133)	5 033
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	3	-	3
Bénéfice net	5 036	-	69	5 064	(5 133)	5 036
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	5 036	-	69	5 064	(5 133)	5 036

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	1 070	809	(359)	1 520
Charges d'exploitation	(3)	-	(938)	(435)	359	(1 017)
Dotation aux amortissements						
des immobilisations corporelles	-	-	(16)	(24)	-	(40)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(106)	1	(111)
Dotation aux amortissements des autres						
immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(17)	-	(30)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	-	-	3	(35)	-	(32)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	100	192	1	290
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(36)	-	-	(9)	-	(45)
Autres produits (charges) financiers	93	-	(1)	(45)	-	47
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	26	-	(12)	(14)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	80	-	87	124	1	292
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(54)	-	(54)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	113	-	5	53	(171)	-
Charge d'impôt	-	-	(34)	(13)	-	(47)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	193	-	58	110	(170)	191
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	2	-	2
Bénéfice net	193	-	58	112	(170)	193
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	193	-	58	112	(170)	193

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 mars 2021					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	-	332	2 246	-	2 584
Créances clients et autres créances d'exploitation	15	-	644	390	-	1 049
Créances d'exploitation intragroupe	3 507	-	219	3 605	(7 331)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	72	-	77
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	221	227	-	448
Actifs courants	3 528	-	1 421	6 540	(7 331)	4 158
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	226	274	-	500
Logiciels, montant net	-	-	8	809	(2)	815
Autres immobilisations incorporelles identifiées, montant net	-	-	1 136	2 261	-	3 397
Goodwill	-	-	3 731	2 246	-	5 977
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 870	-	6 870
Autres actifs non courants	111	-	131	642	-	884
Créances d'exploitation intragroupe	221	-	-	778	(999)	-
Placements dans des filiales	17 872	-	178	4 077	(22 127)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 179	-	1 179
Total de l'actif	21 732	-	6 831	25 676	(30 459)	23 780
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	94	-	375	590	-	1 059
Passif d'impôt exigible	-	-	2	1 128	-	1 130
Produits différés	-	-	570	262	-	832
Dettes d'exploitation intragroupe	3 030	-	581	3 720	(7 331)	-
Autres passifs financiers	-	-	18	139	-	157
Passifs courants	3 124	-	1 546	5 839	(7 331)	3 178
Dettes à long terme	3 788	-	-	-	-	3 788
Provisions et autres passifs non courants	3	-	69	882	-	954
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	221	(999)	-
Passif d'impôt différé	-	-	183	860	-	1 043
Total du passif	6 915	-	2 576	7 802	(8 330)	8 963
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	14 817	-	4 255	17 874	(22 129)	14 817
Total du passif et des capitaux propres	21 732	-	6 831	25 676	(30 459)	23 780

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2020					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	-	359	1 425	-	1 787
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	735	415	-	1 151
Créances d'exploitation intragroupe	3 406	-	245	3 298	(6 949)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	607	-	612
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	212	212	-	425
Actifs courants	3 411	-	1 556	5 957	(6 949)	3 975
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	241	304	-	545
Logiciels, montant net	-	-	12	821	(3)	830
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 150	2 277	-	3 427
Goodwill	-	-	3 731	2 245	-	5 976
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 136	-	1 136
Autres actifs non courants	101	-	132	555	-	788
Créances d'exploitation intragroupe	245	-	-	778	(1 023)	-
Placements dans des filiales	12 854	-	175	4 056	(17 085)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 204	-	1 204
Total de l'actif	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	39	-	421	699	-	1 159
Passif d'impôt exigible	-	-	1	250	-	251
Produits différés	-	-	611	255	-	866
Dettes d'exploitation intragroupe	2 617	-	681	3 651	(6 949)	-
Autres passifs financiers	200	-	19	157	-	376
Passifs courants	2 856	-	1 733	5 012	(6 949)	2 652
Dettes à long terme	3 772	-	-	-	-	3 772
Provisions et autres passifs non courants	3	-	72	1 008	-	1 083
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	245	(1 023)	-
Passif d'impôt différé	-	-	183	211	-	394
Total du passif	6 631	-	2 766	6 476	(7 972)	7 901
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 980	-	4 231	12 857	(17 088)	9 980
Total du passif et des capitaux propres	16 611	-	6 997	19 333	(25 060)	17 881

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 31 mars 2021						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(13)	-	60	333	-	380
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	(3)	867	(35)	829
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	16	-	(84)	(378)	35	(411)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	3	-	(27)	822	-	798
Trimestre clos le 31 mars 2020						
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(36)	-	81	131	-	176
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(75)	-	(2)	(197)	25	(249)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	107	-	(164)	162	(25)	80
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(4)	-	(85)	96	-	7